



Situation Sécuritaire

La situation sécuritaire dans l'arrondissement de Mora est restée au centre des préoccupations de l'ensemble de la population et des acteurs de protection. En effet, depuis l'explosion d'un kamikaze le 21 août dernier, la sécurité est de plus en plus renforcée et des opérations de rafle sont menées par les forces de maintien de l'ordre. Plusieurs quartiers ont été bouclés notamment : WALADE I, IGAGOUA, MASSARE I et II sans oublier le marché qui est régulièrement ratissé. Ces opérations ont abouti à l'interpellation de plusieurs personnes suspectées d'être de connivence avec Boko Haram.

Malgré le renforcement de la sécurité, Boko Haram continue ses incursions dans les localités frontalières camerounaises. La semaine écoulée, les villages de Kolofata et Goudoumboul dans l'Arrondissement de Kolofata ont connu deux attaques ayant engendré des pillages et provoqué des déplacements de populations vers Mora. Les attaques répétées contre ces villages plongent les populations d'autres villages dans la panique.

Mouvements de populations

Des mouvements de populations des localités frontalières vers d'autres localités, en quête de sécurité, continuent d'être enregistrés. La semaine écoulée, 1,201 personnes déplacées internes (PDI)s en provenance de Fotokol ont été enregistrés dans l'Arrondissement de Kousseri dans le Département du Logone et Chari. Le nombre total des PDI)s dans la région de l'Extrême-Nord était estimé à environ 190,591 personnes d'après les données du monitoring de protection.

Monitoring de protection

Pendant la semaine en revue, un total de 12 incidents de protection a été rapporté au cours de la période. Le département du Mayo Tsanaga est le plus affecté avec 6 cas soit (50%), suivi du Logone et Chari et Mayo Sava avec 3 cas chacun soit (50%).

S'agissant de types d'incidents rapportés, les violations les plus fréquentes sont les violations du droit à la propriété avec 8 cas soit (67%), suivies des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique avec 2 cas soit (17 %); ensuite des violations des droits à la liberté et atteinte à l'unité familiale avec 1cas chacun soit (16%).

Concernant les populations affectées, les IDPs sont les plus touchées avec 7 cas soit (58%), suivi des personnes résidentes/Autochtones avec 5 cas soit (42%) sur les 12 cas enregistrées.



Sensibilisation sur le site de déplacés de Mémé. Ph UNHCR

Activités de sensibilisation

Durant la semaine écoulée, 4 sensibilisations et 1 focus group ont été organisés dans les centres d'informations sur les conséquences du mariage précoce, les violences basées sur le genre, la protection et le droit d'accès aux services sociaux de base et les services disponibles pour la Protection de l'enfance. 646 participants y ont pris part dont 279 femmes, 140 hommes, 121 garçons et 106 filles. Par ailleurs, 403 déplacés du site de IGAWA dans l'arrondissement de Mémé et à Tokombéré ont été sensibilisés sur l'importance de la documentation et de l'éducation, les violences basées sur le genre et particulièrement les conséquences du mariage précoce. A l'issue de ces sensibilisations, 12 cas de violences basées sur le genre ont été identifiés et enregistrés.

Gaps/Défis

- Certaines zones d'installation des IDPs dans le département du Logone et Chari ne sont toujours pas couvertes par les distributions de vivres.
- Dans la plupart des arrondissements, l'accès aux soins de santé reste toujours un défi pour les populations déplacées, démunies. Le mauvais état des routes, la distance qui sépare les localités des lieux disposant des services aggravent cette situation.

Contacts:

Roseline Okoro, Deputy Representative (Protection), UNHCR Cameroun, okoro@unhcr.org
Francesco Ardisson, Senior ProCap Protection Officer, ardisson@unhcr.org